



**PRÉFET
DU VAL-D'OISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
et de l'appui territorial**

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

**ARRÊTÉ n° IC-20-086
imposant des prescriptions techniques complémentaires
et portant actualisation du tableau de classement des installations exploitées par la
Société DISTILLERIE HAUGUEL à SAINT-OUEN-L'AUMÔNE**

Le préfet du Val-d'Oise
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment la section 8 du chapitre V du titre 1^{er} du livre V de la partie réglementaire et de ses articles R.181-45 et R181-46 ;

Vu le règlement européen (CE) n° 1272/2008 du 16 décembre 2008 relatif à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances et des mélanges (règlement CLP) ;

Vu la directive n° 2010/75/UE du Parlement Européen et du conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, dite «IED» ;

Vu la directive n° 2012/18/UE du 04 juillet 2012 relative aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, dite «Seveso 3» ;

Vu le décret n° 2013-375 du 02 mai 2013 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement pour tenir compte des dispositions issues de la directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 dite «IED» ;

Vu le décret n° 2014-285 du 03 mars 2014 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement pour tenir compte des dispositions issues de la directive n° 2012/18/UE du 04 juillet 2012, dite «SEVESO 3», et du règlement (CE) n° 1272/2008 du 16 décembre 2008 relatif à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances et des mélanges (règlement CLP) ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation.

Vu l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés exploités au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques n° 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques n° 4510 ou 4511 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;

Vu la circulaire du 10 mai 2010 relative aux règles méthodologiques applicables aux études de dangers ;

Vu l'arrêté préfectoral du 29 août 1980 autorisant la société DISTILLERIE HAUGUEL à exploiter des installations classées 2 rue Boris Vian à SAINT-OUEN-L'AUMÔNE ;

Vu l'arrêté préfectoral du 14 mars 2008 imposant des prescriptions complémentaires à l'exploitant ;

Vu l'arrêté préfectoral du 14 février 2013 portant actualisation du tableau de classement des installations de la société DISTILLERIE HAUGUEL ;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 mars 2016 actualisant les prescriptions complémentaires à l'exploitant et prescrivant à la société DISTILLERIE HAUGUEL de remettre, sous un délai de six mois à compter de la notification de l'arrêté précité, une nouvelle version de l'étude de dangers actualisée des installations ;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 juin 2019 donnant délégation de signature à M. Maurice BARATE, secrétaire général de la préfecture du Val-d'Oise ;

Vu le courrier du 26 décembre 2013, par lequel l'exploitant fait état de sa demande de bénéfice d'antériorité du classement de ses installations selon les rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement modifiée par décret n° 2013-375 du 02 mai 2013 susvisé ;

Vu l'étude de dangers déposée par l'exploitant à l'inspection des installations classées le 18 juillet 2013 et complétée le 17 avril 2015 puis en mai 2016 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 25 octobre 2019 établi suite à la visite d'inspection du site le 25 septembre 2019 ;

Vu le courrier du 25 octobre 2019 adressé à l'exploitant lui transmettant le rapport de l'inspection des installations classées et lui demandant de communiquer, sous un délai de 1 mois, une proposition formelle de positionnement vis-à-vis de la directive n° 2012/18/UE dite «Seveso 3» ainsi qu'une proposition de classement actualisée applicable aux installations, notamment au regard de la rubrique issue de la directive précitée ;

Vu le courrier du 23 décembre 2019, reçu le 27 décembre 2019, par lequel l'exploitant fait état de sa demande de bénéfice d'antériorité du classement de ses installations selon les rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement modifiée par décret n° 2014-285 du 03 mars 2014 susvisé ;

Vu le rapport du 3 septembre 2020 de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France – unité départementale du Val-d'Oise ;

Vu l'avis favorable formulé par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques lors de sa séance du 17 septembre 2020 ;

Vu la lettre préfectorale en date du 14 octobre 2020 adressant le projet d'arrêté de prescriptions complémentaires à l'exploitant et lui accordant un délai de quinze jours pour formuler ses observations ;

Vu le mail de l'inspection des installations classées du 9 novembre 2020 précisant au sein de la liste des mesures de maîtrise des risques, en cohérence avec la dernière version de l'étude de danger datée de mai 2016, la présence d'une clôture de 3 mètre de hauteur et de degré coupe-feu 4 heures (REI 240) en limite de propriété du site et informant l'exploitant de cette précision prolongeant la période de contradictoire d'une semaine ;

Vu le mail de l'exploitant du 13 novembre 2020 indiquant, qu'en dépit des termes inscrits dans le cadre de la dernière version de l'étude de danger de mai 2016, la mesure à prendre est soit un mur coupe-feu soit un rideau d'eau sur le mur existant ;

Vu le mail de l'inspection des installations classées du 16 novembre 2020 rappelant à l'exploitant que le présent arrêté préfectoral se fonde sur la dernière version de l'étude de danger datée de mai 2016 et qu'il est de la responsabilité de l'exploitant de s'y conformer tel que précisé à l'article 3 du présent arrêté préfectoral en particulier en ce qui concerne les mesures de maîtrise de risques identifiées pour les installations exploitées par la société DISTILLERIE HAUGUEL ;

Considérant que la société DISTILLERIE HAUGUEL a transmis sa demande de bénéfice des droits acquis, conformément aux dispositions de l'article L.513-1 du code de l'environnement ;

Considérant que les installations de la société DISTILLERIE HAUGUEL entrent dans le champ d'application de la directive européenne dite «IED» précitée ;

Considérant qu'au regard des quantités présentées pour les différentes rubriques 4XXX, aucun dépassement des seuils SEVESO n'est effectué, que se soit en direct, ou par application de la règle des cumuls définis à l'article R511-11-II du code de l'environnement ;

Considérant qu'au vu de la nomenclature des installations classées engendrées par la directive dite «IED» et la directive «SEVESO 3», le classement des activités de la société DISTILLERIE HAUGUEL a évolué ;

Considérant que les rubriques de reclassement proposées par la société DISTILLERIE HAUGUEL apparaissent cohérentes par rapport aux rubriques de classement mentionnées dans l'arrêté préfectoral du 14 février 2013 susvisé ;

Considérant qu'il convient, par conséquent, de procéder à l'actualisation du classement des installations classées de la société DISTILLERIE HAUGUEL ;

Considérant que l'étude de dangers déposée 17 avril 2015, complétée en mai 2016, met en évidence l'insuffisance de mesures de maîtrise des risques présentes sur site et que cette étude de dangers liste des moyens permettant de réduire la capacité de ces événements majeurs ;

Considérant que des lacunes ont été relevées lors de l'instruction de cette étude de dangers bien que des compléments aient été demandés par l'inspection des installations classées suite à la remise de la version complétée en mai 2016 à l'issue de l'inspection susmentionnée réalisée au sein des installations en date du 25 septembre 2019 ;

Considérant que, dans ces conditions, il apparaît nécessaire d'encadrer l'exploitation des installations par un arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires qui n'ont pas été prises en compte dans la version de l'étude de dangers remise par l'exploitant le 17 avril 2015 et n'ont donc pas fait l'objet de prescriptions dans l'arrêté préfectoral du 17 mars 2016 susvisé ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1er : La société DISTILLERIE HAUGUEL, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé 37 route de Saint Laurent, Gournay en Caux 76700 GONFREVILLE L'ORCHER est tenue, pour l'exploitation de ses installations situées 2 rue Boris Vian à SAINT-OUEN-L'AUMÔNE, de se conformer aux prescriptions techniques annexées au présent arrêté, abrogeant les prescriptions techniques complémentaires de l'arrêté préfectoral du 17 mars 2016.

Article 2 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Le tableau de classement des activités de la société DISTILLERIE HAUGUEL figurant à l'article 2 des prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral du 14 février 2013 est abrogé et remplacé par le tableau ci-dessous :

Rubrique	Libellé de la rubrique	Installations concernées	Régime
2770	Installation de traitement thermique de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2792 et 2793 et des installations de combustion consommant comme déchets uniquement des déchets répondant à la définition de biomasse au sens de la rubrique 2910	Capacité annuelle de solvants produits issus des opérations de traitement (distillation et autres traitements) : 9 000 m³/an. Installation de régénération de solvants usagés par distillation 4 colonnes de distillation (quantité de solvants présente : 118,8 m³ de solvants)	A
2790	Installation de traitement de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 et 2795	Installation de traitement de solvants usagés (opérations de traitement associées à la distillation telles que décantation, extraction liquide/liquide, filtration, floculation, homogénéisation, traitements chimiques etc...)	A
3510	Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes : - traitement biologique - traitement physico-chimique - mélange avant 3520 de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et - reconditionnement avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520 - récupération/ régénération des solvants - recyclage/ récupération de matières inorganiques autres que des métaux ou des composés métalliques - régénération d'acides ou de bases - valorisation des composés utilisés pour la réduction de la pollution - valorisation des constituants des catalyseurs - régénération et autres réutilisations des huiles - lagunage	Traitement avec quatre bouilleurs blanchiment 4 colonnes à distiller 3 décanteurs 3 mélangeurs 11 pompes doseuses 4 filtres	A
3550	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte	Bâtiment 1, Bâtiment 11, Bâtiment 18, bâtiment 19-20-21, parc 22 et parc 24	A
4331-1	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330 La quantité totale susceptible d'être présente	Quantité maximale susceptible d'être stockée : 1 100 tonnes hors 4722, 4511 et 4510	A

	dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 t		
1434-2	Liquides inflammables, liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C (1), fiouls lourds et pétroles bruts, à l'exception des liquides mentionnés à la rubrique 4755 et des autres boissons alcoolisées (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435). 2. Installations de chargement ou de déchargement desservant un stockage de ces liquides soumis à autorisation	6 pompes d'un débit unitaire de 40 m³/h associées aux parcs 22 et 24 et Bâtiment 1	A
4511-2	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2 La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 200 t	Quantité maximale susceptible d'être stockée : 170 tonnes	DC
4722-2	Méthanol La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 500 t	Stockage de méthanol : 350 tonnes	D
1434-1-b	Liquides inflammables, liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C (1), fiouls lourds et pétroles bruts, à l'exception des liquides mentionnés à la rubrique 4755 et des autres boissons alcoolisées (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435). 1. Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles, le débit maximum de l'installation étant : b) Supérieur ou égal à 5 m³/h, mais inférieur à 100 m³/h	Installation de conditionnement de produits divers vers les bâtiments 1, 19, 20 et 21 (20 m³/h)	DC
4140-2-b	Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies, par exemple en raison de l'absence de données de toxicité par inhalation et par voie cutanée concluantes. 2. Substances et mélanges liquides La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t	Quantité maximale susceptible d'être stockée : 3 tonnes	D
4130-2-b	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation. 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t	Quantité maximale susceptible d'être stockée : 3 tonnes	D
4510-1	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1	Quantité maximale susceptible d'être stockée : 10 tonnes	NC

A : autorisation, E : enregistrement, D : déclaration, NC : non classée

Les installations exploitées par la société DISTILLERIE HAUGUEL ne relèvent pas d'un classement SEVESO, tant par la règle de dépassement direct des seuils indiqués dans la nomenclature des installations classées, que par la règle de cumul des substances.
L'exploitant doit s'assurer en permanence du non dépassement de ces seuils et que les volumes maximums indiqués pour chaque rubrique dans le présent arrêté ne sont pas dépassés.

Article 3 : Conformité au dossier d'autorisation, à l'étude de dangers et modifications

Les installations exploitées par la société DISTILLERIE HAUGUEL sur la commune de SAINT-OUEN-L'AUMÔNE sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les dossiers déposés par l'exploitant et actualisés par l'étude de dangers (version d'avril 2015 complétée en mai 2016) susvisés.

En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions des arrêtés préfectoraux et les réglementations en vigueur.

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation et de l'étude de dangers susvisée est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 4 : Révision de l'étude de danger

Pour l'ensemble des scénarios situés en case MMR rang 2 de l'étude de danger susvisée, l'exploitant fournit à l'inspection sous un délai de 6 mois à compter de notification du présent arrêté, une étude des mesures supplémentaires de réduction du risque à celles qui ont été identifiées en 2016. Cette étude complémentaire sera réalisée par un organisme tiers. Elle vise notamment à démontrer qu'il a été analysé et mis en œuvre l'ensemble des mesures de maîtrise des risques dont le coût n'est pas disproportionné par rapport aux bénéfices attendus en termes de sécurité.

L'étude de dangers, dans sa totalité, sera révisée par l'exploitant sous un délai maximal de cinq ans à compter de la notification du présent arrêté ou avant si des modifications substantielles de l'exploitation le nécessite. Cette révision prendra en compte les résultats des travaux du groupe de travail relatif au dépôt de liquides inflammables (GTDLi) dédiés notamment à la modélisation des effets thermiques dus à un feu de nappe d'hydrocarbures liquides.

Article 5 : En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté, l'exploitant sera passible des sanctions administratives et pénales prévues respectivement par les articles L 171-8 et L.173-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 6 : Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée en mairie de SAINT-OUEN-L'AUMÔNE et peut y être consultée,
- un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de SAINT-OUEN-L'AUMÔNE pendant une durée minimum d'un mois, procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture du Val-d'Oise,
- le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Val-d'Oise pendant une durée minimale d'un mois.

Article 7 : Conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au tribunal Administratif sis 2/4 boulevard de l'Hautil – 95027 - Cergy-Pontoise :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié,

• par les tiers en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la dernière formalité suivante accomplie :

- l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
- la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Article 8 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France et le maire de SAINT-OUEN-L'AUMÔNE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Cergy-Pontoise, le 17 NOV. 2020

Le préfet,

Pour le préfet,
Le secrétaire général

Maurice BARATE

Société DISTILLERIE HAUGUEL
2, rue Boris Vian
95 315 SAINT OUEÑ L'AUMONE CEDEX

Prescriptions techniques complémentaires annexées à l'arrêté préfectoral en date du

Article 1 : Champ d'exploitation

La société DISTILLERIE HAUGUEL, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé 37 route de Saint Laurent, Gournay en Caux 76700 GONFREVILLE L'ORCHER est tenue de se conformer aux prescriptions techniques du présent arrêté pour l'exploitation de ses installations situées 2 rue Boris Vian à SAINT OUEN L'AUMONE abrogeant les prescriptions techniques complémentaires de l'arrêté daté du 17 mars 2016.

Article 2 : Mesures de maîtrise des risques

2.1. Liste des mesures de maîtrise des risques

Les mesures de maîtrise des risques identifiées par l'étude de dangers et mises en place par l'exploitant sont les suivantes :

- dispositifs linéaires de détection incendie au niveau des stockages et des bâtiments du site avec renvoi d'alarme vers le G.I.E (24h/24 et 7j/7) et auxquels sont asservis, via une motopompe, selon les zones détectées : l'injection automatique de mousse, des rideaux d'eau, des couronnes d'arrosage ;
- dispositifs de détection de fluides inflammables en fond de cuvette des parcs de rétention 22 et 24 avec arrêt de pomperie et report d'alarme vers l'exploitant et le G.I.E (24h/24 et 7j/7) ;
- parois de rétention RIE 240 pour les cuvettes des parcs 22 et 24 ;
- dispositifs de détection de fluides inflammables (liquide ou gaz) au bâtiment 1, au bâtiment 18, au bâtiment 19 et au bâtiment 20 avec report d'alarme vers l'exploitant et le G.I.E (24h/24 et 7j/7) ;
- dispositif de détection de niveau des cuves de stockage de 120 m³ (numérotée 32 et 41) et des cuves de 35 m³ avec report d'alarme ;
- système d'inertage au niveau des cuves de stockage de 120 m³ ;
- disque de rupture sur les cuves de stockage de 120 m³ et 35 m³ ;
- sonde de pression et de température commandant l'arrêt de l'alimentation en vapeur de la colonne ;
- mur coupe-feu REI 240 bâtiment 18 (façade Sud Ouest).
- Clôture de 3 mètre de hauteur et de degré coupe feu 4 heures (REI 240) en limite de propriété du site.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection l'ensemble des documents permettant de justifier de la performance de ces MMR.

L'exploitant tient à jour, en tenant compte de l'étude de dangers et de la liste précitée, la liste des mesures de maîtrise des risques actualisée. Il identifie à ce titre les équipements, les paramètres, les consignes, les modes opératoires et les formations afin de maîtriser une dérive dans toutes les phases d'exploitation des installations (fonctionnement normal, fonctionnement transitoire, situation accidentelle...) susceptible d'engendrer des conséquences graves pour l'homme et l'environnement.

Cette liste est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et fait l'objet d'un suivi rigoureux.

2.2. Description des mesures de maîtrise des risques

Dispositifs linéaires de détection incendie (DLD)

Le site est équipé d'un système de dispositifs linéaires de détections incendie au niveau des stockages et des bâtiments du site :

- bâtiments 1, 7, 8, 18, 19, 20, 2 ;
- parc 22 et 24.

Les détecteurs sont parcourus en permanence par un courant électrique de contrôle en ligne :

- en cas de coupure de la ligne, ces courants disparaissent, la lampe orange s'allume et l'avertisseur de dérangement fonctionne ;
- en cas d'incendie, les fils sont en court-circuit, la lampe rouge s'allume et la sirène incendie se met en fonctionnement.

Un renvoi d'alarme est réalisé vers l'exploitant et le G.I.E (24h/24 et 7j/7).

Système d'extinction incendie automatique

Aux détections linéaires incendie pré-citées sont asservis selon les zones détectées :

- l'injection automatique de mousse ;
- des rideaux d'eau ;
- des couronnes d'arrosage.

Le schéma du pompage et de la distribution de l'eau incendie et de mousse est joint en annexe 1 aux présentes prescriptions techniques. L'étude de danger précise la présence de :

- une réserve d'eau de 276m³ constituée de six cuves de capacités unitaire de 46m³ est présente dans le bâtiment 11 ;
- une centrale mousse et deux réserves d'émulseurs (bac de 1000 litres et bac de 2500 litres) sont situées dans le bâtiment 2. La centrale à mousse est une centrale à injection automatique avec un injecteur par départ. Les départs sont au nombre de six et alimentent les générateurs de mousse du site répartis de la manière suivante :
 - 1^{er} départ au parc 24 ;
 - 2^{ème} départ au bâtiment 19,20 et 21 ;
 - 3^{ème} départ au bâtiment 18 ;
 - 4^{ème} départ au local incendie ;
 - 5^{ème} départ au parc 22 ;
 - 6^{ème} départ au bâtiment 1.
- trois rideaux d'eau implantés sur la partie extérieure du mur du bâtiment 21 mitoyen avec le parc 24 et sur les parties extérieures des murs du bâtiment 18 face au bâtiment 20 et du parc 22 ;
- quatre couronnes d'arrosage au-dessus de chacune des colonnes à distiller des bâtiments 7 et 8.

Dispositifs de détection de fluides inflammables

Des capteurs de détection de gaz sont présents en fond de cuvette des parcs 22 et 24, ainsi qu'au niveau des bâtiments 1, 18, 19, 20 avec report d'alarme vers l'exploitant et le G.I.E (24h/24 et 7j/7) de façon à permettre une intervention et la mise en sécurité des installations (fermeture des vannes, arrêt des pompes...), au plus tard dans les trente minutes suivant le début de la fuite, et en cohérence avec le Plan d'Opération Interne (POI) réalisé par l'exploitant. Ces dispositifs actionnent une alarme perceptible en tout point de l'établissement.

Dispositif de détection de niveau des cuves de stockage de 120 m³ et 35 m³

Chaque réservoir est équipé d'un détecteur de niveau avec report d'alarme permettant de vérifier son niveau de remplissage à tout moment et d'empêcher son débordement en cours de remplissage.

Système d'inertage au niveau des cuves de stockage de 120 m³

Un réservoir d'azote (bouteille) est présent sur le site à proximité des deux réservoirs de 120 m³. Sa capacité est suffisante pour inerte en permanence les deux réservoirs de stockage de 120 m³. Un pressostat de mesure de la pression d'azote dans le ciel gazeux des réservoirs de 120 m³ est également mis en place avec asservissement à un système d'injection d'azote.

Disque de rupture sur les cuves de stockage de 120 m³ et 35 m³

Chaque cuve de stockage de 120 m³ et de 35 m³ sont équipés d'un disque de rupture dont la surface cumulée Se est à minima celle calculée selon la formule donnée en annexe 1 de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010 susvisé dans le présent arrêté.

Sonde de pression et de température associées aux colonnes de distillation

Les colonnes de distillation présentes au sein des bâtiments 7 et 8 sont équipées d'une sonde de pression et de température commandant l'arrêt de l'alimentation en vapeur de la ou les colonnes dès détection d'un dépassement, au sein de la ou les colonnes concernées, d'une valeur seuil définie au regard des caractéristiques techniques de l'équipement et du procédé d'exploitation.

2.3. Contrôles et maintenance des mesures de maîtrise des risques

Ces dispositifs sont contrôlés périodiquement et maintenus en état de fonctionnement et au niveau de fiabilité décrit dans l'étude de dangers, selon des procédures écrites.

Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées.

L'exploitant tient notamment à disposition de l'inspection des installations classées :

- le programme de contrôles périodiques et de maintenance de ces mesures de maîtrise des risques ;
- les résultats de ces programmes.

En cas d'indisponibilité d'un dispositif ou élément d'une mesure de maîtrise des risques, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place les mesures compensatoires dont il justifie l'efficacité et la disponibilité

2.4. Gestion des anomalies et défaillances de mesures de maîtrise des risques

Les anomalies et les défaillances des mesures de maîtrise des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant dans le cadre d'un processus d'amélioration continue selon les principales étapes mentionnées à l'alinéa suivant.

Ces anomalies et défaillances doivent :

- être signalées et enregistrées ;
- être hiérarchisées et analysées ;
- et donner lieu dans les meilleurs délais à la définition et à la mise en place de parades techniques ou organisationnelles, dont leur application est suivie dans la durée.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un registre dans lequel ces différentes étapes sont consignées.

2.5. Alimentation électrique et utilités destinées à l'exploitation des installations

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou alimentent les mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

Article 3. Mesures complémentaires au système de mesure en exploitation des réservoirs

Un suivi en temps réel de la nature et des quantités de produit stockés dans chaque réservoir présent sur le site est réalisé.

En dehors des opérations de jaugeage, l'orifice permettant un jaugeage direct doit être fermé par un tampon hermétique. Le jaugeage est interdit pendant l'approvisionnement du réservoir. Sur chaque tuyauterie de remplissage et à proximité de l'orifice, est mentionné de façon apparente la capacité du réservoir qu'elle alimente.

L'alimentation des réservoirs se fait au moyen de tuyauteries en matériau résistant à l'action chimique de fluides susceptibles de l'emprunter.

Il est demandé à l'exploitant de contrôler, avant chaque remplissage du réservoir que celui-ci est capable de recevoir la quantité de produit à livrer sans risque de débordement.

Article 4. Entretien des réservoirs

Chaque réservoir de 35 m³ et de 120 m³ présent sur le site susceptible de contenir des liquides de point éclair inférieur à 93°C fait l'objet d'un dossier de suivi individuel et d'un plan d'inspection (comprenant notamment des inspections hors exploitation détaillées) conformément aux articles 28 et 29 de l'arrêté ministériel du 03 octobre susvisé.

Si les visites de routine, les inspections externes détaillées ou les inspections hors exploitation détaillées telles que définies à l'article 29 de l'arrêté ministériel du 03 octobre susvisé, font apparaître des écarts ou des défauts tels qu'un suintement, une fissuration ou une corrosion, l'exploitant en informe aussitôt l'inspection des installations classées en précisant les actions correctives prévues.

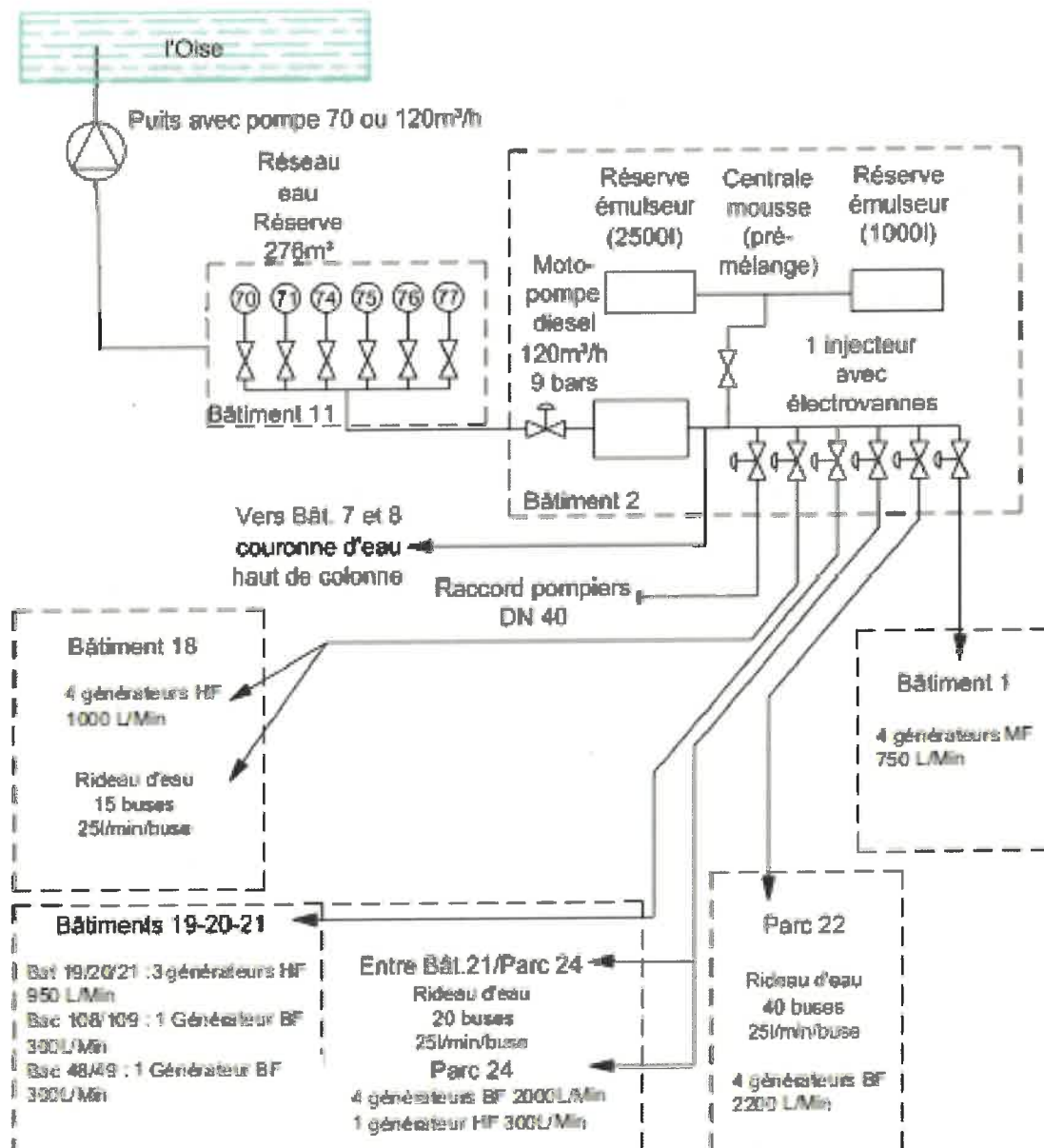
L'inspection peut demander des contrôles supplémentaires s'il y a suspicion sur l'état du réservoir.

Article 5. Protection contre la foudre

Les dispositions de l'article 7 du titre 7 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 14 mars 2008 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« les installations respectent les dispositions de la section III de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ».

ANNEXE 1 : Schéma du pompage et de la distribution de l'eau d'incendie



ANNEXE 2 : Réseaux incendie

